

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

30 août 2016

DOCUMENT
C-M(2016)0045-AS1 (INV)

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE
DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION
LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2014**

SUITE DONNÉE

Le 26 août 2016, au terme d'une procédure d'accord tacite, le Conseil a pris note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2015)22 et approuvé les recommandations figurant dans le rapport du RPPB joint au C-M(2016)0045(INV), y compris celle visant la communication au public.

(signé) Alexander Vershbow
Secrétaire général délégué

- NOTES :
1. La présente note fait partie du C-M(2016)0045 (INV) et doit être placée en tête de ce document.
 2. La présente note doit être considérée comme « NATO SANS CLASSIFICATION » lorsqu'elle n'est pas jointe au document auquel elle se rapporte.



NATO SANS CLASSIFICATION

Communiqué au Monténégro

1^{er} août 2016

DOCUMENT

C-M(2016)0045 (INV)

Procédure d'accord tacite :

26 août 2016 16:00

**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE
ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2014**

Note du secrétaire général délégué

1. On trouvera ci-joint le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) sur la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

2. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2014 de la NAPMA ainsi qu'une opinion sans réserve sur leur conformité pour ce même exercice. Le rapport de l'IBAN et la réserve émise mettent une fois encore en évidence les difficultés associées au rapprochement des dépenses effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office* (contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines), question qui donne lieu à la formulation d'une réserve au sujet des états financiers de la NAPMA depuis 2010.

3. Le rapport de l'IBAN a été examiné par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB), qui a formulé des observations et recommandations à ce sujet (voir annexes). Le RPPB est parvenu à la conclusion que les modifications apportées au cadre comptable OTAN¹ devraient permettre à l'avenir d'éviter la formulation de réserves liées à la manière dont sont traités les achats effectués au titre de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines.

4. J'estime que ce rapport ne nécessite pas d'examen plus approfondi. Par conséquent, **sauf avis contraire me parvenant d'ici au vendredi 26 août 2016 à 16 heures**, je considérerai que le Conseil aura pris note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2015)22 et qu'il aura approuvé les recommandations contenues dans le rapport du RPPB figurant en annexe 1, y compris celle visant la communication au public.

(signé) Alexander Vershbow

4 annexes
1 pièce jointe

Original : anglais

¹ C-M(2016)0023.



**RAPPORT DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE
L'OTAN SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'AGENCE DE
GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ DE DÉTECTION LOINTAINE
ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN (NAPMA) POUR L'EXERCICE 2014**

Rapport

du Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB)

Références :

(a) IBA-A(2015)0126 // IBA-AR(2015)22

(b) BC-D(2016)0078

Rappel des faits

1. Dans le présent rapport, le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources (RPPB) formule des observations et des recommandations concernant le rapport du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN (IBAN) cité en référence (a).
2. Le rapport du RPPB tient pleinement compte de l'analyse du rapport de l'IBAN à laquelle a procédé le Comité des budgets dans le document cité en référence (b).

Examen de la question

3. Le RPPB note qu'aucune observation n'a été formulée sur les états financiers 2014 de la NAPMA proprement dits et que l'opinion avec réserve tient au fait que des observations et des réserves formulées lors de précédents audits sont restées sans suite jusqu'à là.
4. L'IBAN a émis une opinion avec réserve sur les états financiers 2014 de la NAPMA ainsi qu'une opinion sans réserve sur leur conformité pour ce même exercice. Cela faisait suite à la formulation d'une opinion avec réserve sur les états financiers 2013 de la NAPMA², qui avait mis en évidence les difficultés associées au rapprochement des dépenses effectuées par l'intermédiaire du *System Program Office* (SPO) des États-Unis (contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines), question qui donne lieu à la formulation d'une réserve au sujet des états financiers de la NAPMA depuis 2010. Le responsable OTAN de la politique en matière d'information financière a entre-temps examiné la question et présenté ses recommandations au RPPB.
5. Ainsi, après avoir par ailleurs pris note du rapport du Comité des budgets, le RPPB considère, sur la base de son examen des propositions du responsable de la politique en matière d'information financière figurant dans le cadre comptable OTAN³, que le problème motivant la réserve émise au sujet des états financiers 2014 de la NAPMA, laquelle tient à la récurrence de l'observation relative au SPO des États-Unis (contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines),

² C-M(2015)0076.

³ C-M(2016)0023.

devrait pouvoir être résolu. Conjuguées à la communication d'éléments d'information suffisants dans les états financiers de la NAPMA, ainsi que le prévoit le cadre comptable OTAN, ces propositions devraient en effet contribuer à régler la question pour la NAPMA, où l'incapacité de rendre compte des charges à payer est à l'origine d'une opinion avec réserve depuis 2010.

6. Le RPPB constate également que trois autres observations formulées par l'IBAN lors de précédents audits n'ont toujours pas reçu la suite voulue en 2014. Celles-ci concernent toutes la façon dont les avoirs de trésorerie et les appels de contributions sont gérés par la NAPMA et son comité de direction.

6.1 Pour deux de ces observations, le Comité de direction de la NAPMA avait indiqué qu'il souscrivait aux recommandations de l'IBAN et que les modifications apportées à son règlement financier devraient solutionner les problèmes en 2015. Le RPPB s'attend dès lors à ce que l'audit des états financiers de 2015 montre que ces questions ont effectivement été réglées.

6.2 La dernière observation encore en souffrance remonte à 2003. L'IBAN avait estimé que la NAPMA devait réduire le montant de ses avoirs de trésorerie afin de se conformer à l'article 13 du Règlement financier de l'OTAN alors en vigueur. Bien que souscrivant à cette observation, l'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO) avait fait observer que le niveau des avoirs de trésorerie de la NAPMA dépendait directement de l'exécution des programmes et que les appels de contributions étaient effectués dans le respect de la réglementation agréée. Dans son rapport, le Comité des budgets note que le principe selon lequel le total des avoirs en devises devait être limité n'apparaît plus dans la version révisée du Règlement financier de l'OTAN (NFR)⁴. Le RPPB considère dès lors que la question est réglée, ce que devrait confirmer l'IBAN dans son rapport sur la vérification des états financiers 2015 de la NAPMA.

7. Enfin, la NAPMA et le Comité de direction de la NAPMO estiment que les états financiers contiennent des informations confidentielles d'ordre commercial⁵, ce qui, en vertu de la politique relative à la mise en lecture publique de l'information OTAN⁶, constitue l'une des dix interdictions OTAN, et que ces informations ne peuvent dès lors pas être rendues publiques. La NAPMA a néanmoins fourni une version des états financiers 2014 de la NAPMO adaptée à la publication⁷. L'IBAN a examiné cette version adaptée et a confirmé que les constatations faites dans la version originale de son rapport d'audit restaient valables⁸. Le RPPB rappelle que cette approche avait également été adoptée pour les états financiers 2013 de la NAPMO afin qu'ils puissent être publiés et précise que la NAPMA a adapté le modèle des états financiers afin de permettre leur communication au public à compter de l'exercice 2015.

⁴ C-M(2015)0025.

⁵ Information confidentielle d'ordre commercial : toute information financière, commerciale, scientifique ou technique (notamment les secrets commerciaux et les données liées à la propriété intellectuelle) qui est confiée à l'OTAN et dont on peut raisonnablement penser que la mise en lecture publique peut nuire à la compétitivité d'une personne physique ou morale.

⁶ C-M(2008)0116 ; AC/324-D(2014)0010-REV1.

⁷ NAPMA/FC(15)50-00/086.

⁸ Courriel de M. Brett Hare, auditeur sénior à l'IBAN, du 9 septembre 2015.

Conclusions du RPPB

8. Sur la base des contributions des parties prenantes, le RPPB conclut que les modifications apportées au cadre comptable OTAN devraient permettre à l'avenir d'éviter la formulation de réserves motivées par les modalités de traitement des achats prévues au titre de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines.

9. Pour le RPPB, l'absence d'observations concernant les états financiers 2014 de la NAPMA est une très bonne nouvelle. Compte tenu des efforts consentis par la NAPMA pour appliquer les recommandations faites par l'IBAN lors de précédents audits et de l'approbation d'un nouveau NFR⁹, le rapport d'audit 2015 de l'IBAN devrait faire apparaître des progrès similaires s'agissant du règlement des questions restées jusqu'ici en souffrance.

10. Après avoir dûment pris en considération les arguments exposés par la NAPMA et par le Comité de direction de la NAPMO concernant la communication des états financiers au public et après avoir pris note de l'avis de l'IBAN à ce sujet, le RPPB, ainsi que le prévoit le PO(2015)0052, recommande au Conseil d'accepter que la version adaptée des états financiers 2014 de la NAPMO et le rapport de l'IBAN correspondant soient rendus publics.

Recommandations du RPPB

11. Le RPPB recommande au Conseil :

- (a) de prendre note du rapport de l'IBAN diffusé sous la cote IBA-AR(2015)22 ainsi que du présent rapport ;
- (b) d'entériner les conclusions figurant aux paragraphes 8 et 9 du présent rapport ;
- (c) d'inviter la NAPMA à appliquer les recommandations de l'IBAN ;
- (d) de noter qu'en application du nouveau cadre comptable OTAN, une modification temporaire a été décidée pour le traitement des dépenses effectuées par l'intermédiaire du *System Program Office* (SPO) des États-Unis (contrats passés indirectement en vertu de l'accord d'acquisition conclu avec les autorités américaines) ; sans cette modification, les entités OTAN concernées continueraient de se voir adresser des opinions avec réserve à cause d'un problème sur lequel elles n'ont pas de prise ;
- (e) de noter que les comités chargés des ressources ont l'intention de continuer d'assurer le suivi des observations formulées lors des audits ;
- (f) d'accepter que, en vertu de la politique agréée dans le PO(2015)0052, la version adaptée des états financiers 2014 de la NAPMO et le rapport de l'IBAN correspondant (IBA-AR(2015)22) soient rendus publics.

⁹ C-M(2015)0025.

Page blanche

**Note succincte
du Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN
à l'intention du Conseil
sur la vérification des états financiers
de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté
de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA)
pour l'exercice clos le 31 décembre 2014**

L'Organisation de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMO), dont fait partie l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), a été créée pour assurer la direction, la coordination et l'exécution du programme d'acquisition coordonnée du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAEW&C). La gestion du programme consiste à superviser l'acquisition des moyens opérationnels nécessaires à la mise en place de la capacité NAEW&C ainsi que l'acquisition ultérieure des moyens destinés à la renforcer. En 2014, les dépenses de la NAPMA – y compris les ajouts aux projets de modernisation – se sont établies à environ 68 millions de dollars des États-Unis (USD).

Le Collège a émis une opinion avec réserve sur les états financiers de la NAPMA pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, et une opinion sans réserve sur leur conformité.

La réserve tient au fait que le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série d'opérations effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office*. Au 31 décembre 2014, le montant total des dépenses constatées au titre des « Charges relatives à des projets » dans l'état de la performance financière était d'environ 0,4 million USD et le montant total des dépenses capitalisées au titre des « Projets en cours » dans l'état de la situation financière était d'environ 19,2 millions USD.

Le Collège n'a pas eu de nouvelles observations à émettre pendant l'audit.

Le Collège a également fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que deux de ces questions avaient été réglées et que les quatre autres devaient encore l'être. Parmi ces quatre questions, une a influencé l'opinion du Collège sur les états financiers (Valorisation des actifs relatifs aux projets en cours acquis par l'intermédiaire du *US System Program Office*).

Les commentaires officiels de la NAPMO ont été intégrés dans la lettre d'observations et de recommandations (annexe 4).

25 septembre 2015

OPINION SUR LA VÉRIFICATION DES ÉTATS FINANCIERS
DE L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN
(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

**OPINION DU COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
DE L'OTAN À L'INTENTION DU CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD**

Rapport sur les états financiers

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA), composés de l'état de la situation financière au 31 décembre 2014 et de l'état de la performance financière, de l'état des variations de l'actif net/situation nette et du tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que de diverses notes jointes aux états financiers, et notamment une déclaration sur les méthodes comptables. Le Collège a également vérifié l'état de l'exécution du budget pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Responsabilité de la direction

La direction est chargée d'établir les états financiers conformément au cadre comptable OTAN et aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN tels qu'ils ont été fixés par le Conseil de l'Atlantique Nord, et de veiller à ce que les états financiers donnent une image fidèle de la situation de l'entité. Elle est ainsi responsable de la conception, de l'application et de la tenue d'un système de contrôle interne de nature à permettre l'établissement et la présentation d'états financiers qui soient exempts d'inexactitudes significatives, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du Collège

Il incombe au Collège de formuler sur ces états financiers une opinion qui soit fondée sur son travail de vérification, lequel aura été effectué conformément aux dispositions de sa charte et aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que le Collège respecte certains principes déontologiques, et qu'il planifie et effectue sa vérification de manière à parvenir à une assurance raisonnable sur le point de savoir si les états financiers sont exempts d'inexactitudes significatives.

Un audit consiste à appliquer des procédures permettant d'obtenir des éléments probants relatifs aux montants et aux informations figurant dans les états financiers. Les procédures retenues à cette fin sont laissées à l'appréciation de l'auditeur, qui évalue notamment les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que celles-ci relèvent d'une fraude ou d'une erreur. Pour l'évaluation de ces risques, le système de contrôle interne sur lequel s'appuie l'établissement et la présentation des états financiers de l'entité concernée est pris en considération, le but étant d'élaborer des procédures d'audit qui soient adaptées à la situation considérée et non pas d'exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne. Il s'agit aussi de déterminer si

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

ANNEXE 3
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

les méthodes comptables appliquées sont appropriées et si les estimations comptables faites par la direction sont raisonnables, ainsi que d'évaluer la présentation générale des états financiers.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Justification de l'opinion avec réserve émise sur les états financiers

Le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série d'opérations effectuées par l'intermédiaire du *US System Program Office* (SPO). D'après ce qu'il sait, la NAPMA reçoit du SPO un relevé mensuel des dépenses qui ne lui permet pas de procéder à un rapprochement avec les relevés de livraison. En conséquence, le Collège est dans l'impossibilité d'évaluer l'exactitude et l'exhaustivité des données correspondantes. Au 31 décembre 2014, le montant total des dépenses constatées au titre des « Charges relatives à des projets » dans l'état de la performance financière était d'environ 0,4 million USD et le montant total des dépenses capitalisées au titre des « Projets en cours » dans l'état de la situation financière était d'environ 19,2 millions USD.

Opinion sur les états financiers

L'opinion du Collège est que, à l'exception des effets possibles des questions mentionnées au paragraphe précédent, les états financiers donnent, à tous égards significatifs, une image fidèle, conforme au cadre comptable de l'OTAN, de la situation financière de la NAPMA au 31 décembre 2014, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

Rapport sur la conformité

Responsabilité de la direction

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de l'établissement et de la présentation des états financiers, la direction est chargée de veiller à ce que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers soient conformes aux dispositions du Règlement financier de l'OTAN et du Règlement du personnel civil de l'OTAN telles qu'elles ont été fixées par le Conseil de l'Atlantique Nord.

Responsabilité du Collège

En plus d'être responsable, comme il est dit plus haut, de la formulation d'une opinion sur les états financiers, le Collège est chargé de se prononcer sur le point de savoir si les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à

NATO SANS CLASSIFICATION

Communicable au Monténégro

ANNEXE 3
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN. Il lui incombe notamment d'appliquer des procédures lui permettant d'obtenir une assurance raisonnable sur le point de savoir si les fonds ont été utilisés pour le règlement de dépenses autorisées et si les opérations correspondantes ont été exécutées conformément à la réglementation en vigueur dans le domaine financier et en matière de personnel. De telles procédures prévoient notamment l'évaluation des risques de non-conformité significative.

Le Collège estime qu'il a obtenu par son audit les éléments probants nécessaires et suffisants pour lui permettre de formuler une opinion.

Opinion sur la conformité

Le Collège estime que les opérations financières et les informations présentées dans les états financiers sont, à tous égards significatifs, conformes au Règlement financier de l'OTAN et au Règlement du personnel civil de l'OTAN.

Bruxelles, le 25 septembre 2015

Lyn Sachs
Présidente

COLLÈGE INTERNATIONAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'OTAN

LETTRE D'OBSERVATIONS ET DE RECOMMANDATIONS CONCERNANT

**L'AGENCE DE GESTION DU PROGRAMME DU SYSTÈME AÉROPORTÉ
DE DÉTECTION LOINTAINE ET DE CONTRÔLE DE L'OTAN**

(NAPMA)

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Introduction

Le Collège international des commissaires aux comptes de l'OTAN a procédé à la vérification des états financiers de l'Agence de gestion du programme du système aéroporté de détection lointaine et de contrôle de l'OTAN (NAPMA) pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, et il a émis à leur sujet une opinion avec réserve en raison de la limitation de l'étendue des vérifications qu'il a pu opérer, et une opinion sans réserve sur leur conformité.

Observations et recommandations

Le Collège n'a pas eu de nouvelles observations à émettre pendant l'audit.

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux questions ayant fait l'objet d'observations lors d'audits précédents, et il a constaté que deux de ces questions avaient été réglées et que les quatre autres devaient encore l'être. Parmi ces quatre questions, une a influencé l'opinion du Collège sur les états financiers (Valorisation des actifs relatifs aux projets en cours acquis par l'intermédiaire du *US System Program Office*).

Le Collège a adressé au directeur général de la NAPMA une lettre contenant des observations à l'intention de la direction (IBA-AML(2015)09).

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

Le Collège a fait le point sur la suite donnée aux observations et recommandations formulées à l'issue des audits précédents. On en trouvera un récapitulatif dans le tableau ci-dessous.

SUITES DONNÉES AUX OBSERVATIONS ANTÉRIEURES

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
1. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.1 Valorisation des actifs relatifs aux « Projets en cours » Constatations Le Collège n'a pas été en mesure d'obtenir suffisamment d'éléments probants pour une série de dépenses effectuées par l'intermédiaire du <i>US System Program Office</i>. Par conséquent, il n'a pas pu évaluer l'exhaustivité ni l'exactitude des montants enregistrés à ce titre au cours de l'exercice considéré. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA et aux autorités américaines de continuer de s'attacher à lui fournir suffisamment d'éléments probants pour entériner la valeur de tous les travaux effectués par les titulaires de marché américains qui lui est notifiée. Le Collège estime que cela devrait passer par une transmission plus rapide des formulaires DD250 aux fins d'un rapprochement entre les livrables physiques et les dépenses de l'exercice considéré. Par ailleurs, la NAPMA devrait, avec les autorités américaines, envisager la possibilité de mettre à disposition davantage d'éléments probants s'agissant des services fournis.	Le Collège a constaté qu'en dépit des efforts de la NAPMA visant à rapprocher les informations émanant de plusieurs sources, les résultats obtenus ne sont pas satisfaisants. Sachant que la NAPMA ne prévoit pas d'amélioration de la situation actuelle, le Collège continuera d'émettre une opinion avec réserve du fait de la limitation de l'étendue de ses vérifications concernant les opérations relatives au <i>US System Program Office</i>.	Question restant à régler.
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>La NAPMO prend note des observations formulées lors de précédents audits auxquelles une suite doit encore être donnée.</i> 1. Valorisation des actifs relatifs aux « Projets en cours » <i>La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA et les autorités américaines continueront de s'attacher à fournir au Collège les éléments permettant à ce dernier d'entériner la valeur de tous les travaux effectués par les titulaires de marché américains dans le cadre du programme</i>		

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
<i>Follow-on Upgrade (FOUP). Il faut toutefois tenir compte du fait que de telles informations ne peuvent être fournies que dans le respect du cadre réglementaire applicable à la NAPMO, lequel détermine l'étendue de la vérification¹. La limitation de l'étendue des vérifications qu'il est possible d'opérer ne justifie pas la formulation d'une opinion avec réserve car, du fait de la nature de cette limitation, cela voudrait dire que la réserve sera émise systématiquement à l'avenir.</i> ¹Charte de la NAPMO, annexe III (Vérification des comptes) : « La compétence du Collège des commissaires aux comptes ne s'étend pas à la vérification comptable des registres internes des États membres ; ceux-ci devront toutefois communiquer à ce Collège les pièces justificatives des dépenses dont ils demandent le remboursement à la NAPMO ».		
Position du Collège Le Collège maintient sa position, à savoir que son opinion sur les états financiers doit être assortie d'une réserve en raison de la limitation de l'étendue de ses vérifications concernant ce point.		
2. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.2 État de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs Constatations Le Collège a relevé un certain nombre d'erreurs s'agissant des informations budgétaires relatives aux engagements et obligations reportés en 2011. En effet, le montant des reports sur 2012 présenté dans l'état de comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2011 est inexact, des corrections majeures ayant été apportées aux montants reportés sur 2012 qui apparaissent dans les notes jointes aux états financiers de 2012. Recommandation du Collège Le Collège recommande à l'Agence de continuer de rechercher et de corriger toute erreur qui pourrait subsister dans le module SAP de compte rendu budgétaire pour faire en sorte que le système ne recèle plus aucune erreur significative.	Le Collège a constaté que le montant des obligations reportées de 2013 sur 2014 avait été rectifié à hauteur d'un montant non significatif, à savoir 61 136 USD. Les informations budgétaires présentées dans les états financiers de 2013 étaient donc inexactes mais, le montant en cause étant non significatif, le Collège n'évoquera pas cette question dans le paragraphe « Autres points » de son opinion. Le Collège note par ailleurs que les recherches effectuées de façon proactive en vue de déceler les erreurs relatives aux crédits reportés lors d'exercices précédents sont terminées et que la NAPMA estime qu'en principe, il ne devrait plus subsister d'erreurs significatives en lien avec cette question.	Question réglée.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
3. Rapport sur la vérification des états financiers de 2012 IBA-AR(2013)39, paragraphe 4.3 Appel de fonds Constatations Le Collège a constaté que le montant total de l'appel de fonds au titre du budget CNS-ATM de 2012 était supérieur de 5 368 242 USD à la dotation autorisée. L'article 17.5 du Règlement financier de la NAPMO stipule qu'à titre exceptionnel, les appels de contributions peuvent être basés sur une méthode de calcul approuvée par le Comité de direction, par exemple un plafond de contributions fixe par année civile ou par exercice financier. Le Collège ne pense pas que le Comité de direction ait spécifiquement approuvé l'appel en question, qui excédait la dotation autorisée tout en restant en deça du montant global de l'autorisation de programme. Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA de s'assurer qu'à l'avenir, tous les appels de contributions soient conformes au Règlement financier de la NAPMO et, si nécessaire, soumis à l'approbation du Comité de direction conformément à l'article 17.5 dudit règlement.	Le Collège a constaté qu'en 2014, un pays avait encore effectué un versement anticipé sur les appels de contributions à venir. Le Collège ne pense pas que le Comité de direction ait spécifiquement approuvé cette contribution, ainsi que le prévoit le Règlement financier de la NAPMO. L'année dernière, il avait été recommandé à la NAPMA, au sujet d'une question similaire, de faire en sorte que les règles soient respectées. Cette question n'est donc pas encore réglée. Cela dit, le Comité de direction de la NAPMO a approuvé, à sa 92^e réunion, tenue du 2 au 4 décembre 2014, une version révisée de l'article 17.5 de son Règlement financier : « À titre exceptionnel et avec l'accord des pays concernés, les appels de contribution peuvent porter sur des montants allant jusqu'au niveau de l'autorisation de programme ».	Question restant à régler.
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>La NAPMO souscrit à la recommandation pour ce qui est des appels de contributions de 2014. Le Règlement financier de la NAPMO a été révisé et approuvé par le Comité de direction lors de sa 92^e réunion, tenue du 2 au 4 décembre 2014, en vue de clarifier les conditions régissant les appels de contributions. La version révisée de l'article 17.5 est entrée en vigueur au moment de son approbation, lors de cette 92^e réunion.</i> <i>Clôture recommandée.</i>		
Position du Collège À l'occasion de l'audit des états financiers de 2015, le Collège s'attachera à déterminer si la version révisée de l'article 17.5 est conforme à la version révisée du Règlement financier de l'OTAN, entrée en vigueur en 2015.		

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
La question n'est donc pas encore considérée comme réglée.		
4. Rapport sur la vérification des états financiers de 2005 IBA-AR(2006)21, paragraphe 4.2 Irrégularités dans les appels de contributions		
a) La NAPMA doit envoyer des appels de contribution identiques à tous les pays, sans adapter le total des besoins de trésorerie aux préférences de chacun d'entre eux. b) La NAPMA doit veiller à ce que les courriers appelant au versement des contributions indiquent de manière explicite les montants supérieurs aux montants nécessaires pour faire face aux besoins de trésorerie réels.	a) Pour faciliter la tâche des pays qui ont décidé de verser des montants plus élevés, il a été fait état, dans les lettres d'appel de contributions pour 2014, d'un besoin de trésorerie global différent selon les pays. b) Les lettres d'appel de contributions envoyées par la NAPMA n'indiquaient pas dans quelle mesure le montant appelé excédait les besoins de trésorerie réels. Le Collège a toutefois constaté que la NAPMA avait, à compter de 2014, instauré un modèle de lettre type pour tous les appels de contributions.	a) Question restant à régler. b) Question restant à régler.
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO		
<i>La NAPMO souscrit à la recommandation. La NAPMA a instauré, à compter de 2014, un modèle de lettre type pour tous les appels de contributions. Toutefois, elle n'a pas indiqué dans quelle mesure le montant appelé excédait les besoins de trésorerie réels. Dans le cadre du projet de version révisée du Règlement financier de la NAPMO, les appels de contributions, et donc les lettres correspondantes, seront strictement alignés sur le plan financier à moyen terme. La NAPMA ne demandera pas le versement de montants en excédent. Le projet de version révisée du Règlement financier de la NAPMO doit être approuvé avant fin 2015. Il est recommandé de clôturer la question dès approbation de ce texte par le Comité de direction de la NAPMO.</i>		
5. Rapport sur la vérification des états financiers de 2003 IBA-AR(2004)21, paragraphe 4.1 Avoirs bancaires inutilement élevés		
La NAPMA devrait abaisser le niveau de ses avoirs bancaires.	Le montant des liquidités détenues à la fin de l'exercice 2014 était de 327,1 millions USD, soit une augmentation de 85,3 millions USD par rapport à l'année	Question restant à régler.

NATO SANS CLASSIFICATION

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
	précédente. En tout, les liquidités représentent 63,8 % de l'actif total. Le Collège a constaté que le niveau des avoirs détenus en fin d'exercice représentait plus de 480 % des dépenses de l'année, ce qui constitue toujours, au sens du NFR, un excédent de trésorerie.	
Commentaires officiels du Comité de direction de la NAPMO <i>La NAPMO souscrit à la recommandation. Le niveau des avoirs de trésorerie de la NAPMA dépend directement du rythme – plus ou moins rapide – auquel les programmes pluriannuels d'acquisition sont exécutés et les factures sont émises. Les appels de contributions se font dans le respect de l'article 17 du Règlement financier de la NAPMO, et le Comité de direction est très régulièrement informé de l'état de la situation relative aux liquidités.</i>		
Position du Collège Le Collège maintient sa position, à savoir que les avoirs bancaires sont trop élevés au regard du Règlement financier de l'OTAN.		
6. Rapport sur la vérification des états financiers de 2013 IBA-AR(2014)28, lettre d'observations et de recommandations, paragraphe 1.2 Nécessité d'améliorer la procédure visant à recenser les relations et opérations entre parties liées Constatations Le Collège a constaté que la NAPMA disposait d'une procédure permettant de recenser les relations et opérations entre parties liées, dans le cadre de laquelle il est demandé aux membres d'organes directeurs et à certains membres du personnel de signer une déclaration certifiant l'absence de relations ou d'opérations avec des parties liées ou signalant l'existence de telles relations ou opérations, selon le cas. Toutefois, le Collège a constaté que les déclarations de six membres d'organes directeurs demeuraient introuvables. En l'absence de ces déclarations, la NAPMA n'est pas en mesure de garantir l'exhaustivité de l'information relative aux parties liées qui est présentée dans ses états financiers, ce qui réduit l'utilité de ces états financiers pour ce qui est de la transparence et de l'obligation de rendre compte.	À la fin de l'exercice 2014, la NAPMA a demandé à chacun des membres d'organes directeurs et aux principaux responsables de signer une déclaration certifiant l'absence de relations ou d'opérations avec des parties liées. Le Collège a procédé à la vérification de l'ensemble de ces déclarations lors de son audit sur le terrain.	Question réglée.

NATO SANS CLASSIFICATION
Communicable au Monténégro

ANNEXE 4
C-M(2016)0045 (INV)
IBA-AR(2015)22

OBSERVATION/RECOMMANDATION	MESURES PRISES	ÉTAT DE LA QUESTION
Recommandation du Collège Le Collège recommande à la NAPMA de faire le point avec les membres d'organes directeurs dont il n'a pas été possible de trouver les déclarations certifiant l'absence de relations ou d'opérations avec des parties liées ou signalant l'existence de telles relations ou opérations, selon le cas. La NAPMA devrait aussi déterminer comment intégrer la réception de ces déclarations dans son cadre global de contrôle interne s'agissant de la prévention et de la détection des fraudes, notamment au niveau des procédures de suivi et des mécanismes de compte rendu interne.		

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA FINANCIAL STATEMENTS FOR
FINANCIAL YEAR 2014

Public releasable version

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Contents NAPMA Financial Statements

1. Overview	Page 2 - 4
2. Statement of Financial Position	Page 5
3. Statement of Financial Performance	Page 6
4. Statement of Changes in Net Assets/Equity	Page 7
5. Cash Flow Statement	Page 8
6. Accounting Policies	Page 9 - 14
7. Notes to the Financial Statements	Page 15 - 26
8. Annex A Budget Execution Statement	Page 27

NATO UNCLASSIFIED

1. OVERVIEW

Overview of the NAEW & C Programme Management Organisation's Operations and Environment (NAPMO)

In 1975, the NATO Military Authorities established a "priority one" requirement for an Airborne Early Warning and Control (AEW&C) system to operate over both land and sea. The system was to be designed to provide an airborne warning and detection capability and to improve the Alliance's maritime surface surveillance capability. It would also contribute to the direction and control of tactical air forces and to the gathering of information on hostile ship and aircraft movements.

In December 1978, a number of NATO Nations joined together to establish and implement the NATO NAEW&C Programme. As a result of the international agreements formally ratified at that time, the NAEW&C Programme Management Organisation (NAPMO) was created as a NATO Production and Logistics Organisation and established as a NATO civil organisation under the provisions of the 1951 Ottawa Agreement i.a.w. its charter.

Nations agreed to operate and support the NAEW&C Force under a single Force Commander subordinate to the Strategic Commanders (SCs). The Supreme Allied Commander Europe (SACEUR) acts as the executive agent for the SC's in NAEW&C matters. However with regard to the maintenance and supply concept the NAPMO retained responsibility to represent the NAPMO Nations' interest, in particular the NAPMO BOD is responsible for the Depot Level Maintenance (DLM) policy and its execution, while NAPMO at the same time is responsible for the achievement of industrial benefits. Moreover NAPMO exercises the ownership rights on the NATO E-3A aircraft and related assets acquired.

Currently, the NATO NAEW&C Programme is comprised of 16 Nations participating as full member – Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey, and the United States.

The United Kingdom exercises limited participation as a NAPMO member; but her fleet of E-3D aircraft is an integral part of the NAEW&C Force.

France has an observer role and maintains continual coordination to ensure her four E-3F aircraft remain interoperable with the other E-3 fleets. France also often assists in coordinated operations with the NAEW&C Force.

Role of the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA)

As NAPMO executive agent, the NAEW&C Programme Management Agency (NAPMA) is accountable to the Board of Directors for planning and coordinating acquisition strategy, managing projects associated with modernisation of the E-3A fleet, providing sustainment support services, and overseeing the technical aspects of the NAEW&C airworthiness programme.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

NAPMA is a programme management and budgetary organization funded through contributions made by the participating nations. In 2014, there were 16 participating nations including: Belgium, Czech Republic, Denmark, Germany, Greece, Hungary, Italy, Luxembourg, The Netherlands, Norway, Poland, Portugal, Romania, Spain, Turkey and the United States. Although represented on the Board of Directors (BOD), the United Kingdom does not financially contribute to the modernization programme since it has its own AWACS capability.

NAPMA's Peace Establishment (PE) is 116 posts, manned by seconded military officers and civilian personnel drawn from all of the Nations participating in the Programme. While most are located in Brunssum, the Netherlands, a small number perform their duties at the NATO Headquarters in Brussels, Belgium; in Seattle and in Boston, the United States of America. The legal status of NAPMA, as an integral part of the North Atlantic Treaty Organisation, is laid down in the Ottawa Agreement as of 20 September 1951. Based on this agreement, NAPMA is, inter alia, exempt from all taxes and customs duties. The NAPMA GM is responsible for the Technical Airworthiness of the NAEW&C Fleet.

How NAPMA's operating environment affects its financial statements

NAPMA's overall activities are funded by Member Nations through projects and related Administrative Budgets; "separate and distinct from the International Staff, other NPLSOs or other NATO Organs" and approved annually by the NAPMO Board of Directors. The Administrative Budget covers all expenditures for the internal functioning of the Agency. Acquisition Budgets contain the credits for the modification of the NAEW&C fleet. Aside from its own budgeted activities, NAPMA also supports other NATO entities such as NAEW&C Force Command, NATO E-3A Component and NATO Support Agency.

NAPMO has an agreement with the US Government that they can act as an exclusive general agent which has responsibility and authority to procure and manage the aircraft modernisation efforts. This gives NAPMO also a special arrangement in the Foreign Military Sales (FMS) process but more specifically the USG acts as the Agent for NAPMO resulting in Agent Contracts between NAPMO and US industry. The System Program Office (SPO) at Hanscom Airforce Base, Massachusetts to perform the day-to-day functions for the US Agent.

Compliance with Financial Regulations

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFRs) and the Financial Implementing Rules and Procedures (FRP).

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework which is based upon the International Public Sector Accounting Standards (IPSAS).

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

How NAPMA's mission and strategies relate to its financial position, financial performance and cash flows

NAPMA's mission is to plan, acquire and deliver improvements to the NATO AEW&C capabilities following the guidance of the NAPMO nations taking into account the life cycle considerations.

In relation to the financial position NAPMA has several separate multi-year projects, both direct and indirect (administered by US agent), which require maintaining cash levels other than annual cash requirements.

Analysis of NAPMA's Financial Statements

Key points to note in respect of the financial statements are:

- NAPMA's functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is stated in USD (\$) equivalent. Therefore realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognised in the Statement of Financial Performance.
- Existing funds (revenue recognised in previous years) are used to cover dedicated project expenditures which are recognised in the Statement of Financial Performance.

Risks and Uncertainties that affect NAPMA's Financial Position and Performance

Currently there are no specific risks that affect NAPMA's financial position and performance.

2. NAPMA STATEMENT OF FINANCIAL POSITION AS AT 31 DECEMBER 2014
(IN USD EQUIVALENT)

ASSETS	Notes	2014	2013
Current Assets			
Cash and Cash Equivalents	1	327,163,543	241,811,092
Receivables	2	46,339,753	43,989,229
Advances	3	6,319,799	10,093,750
Accruals/Deferrals	4	390	4,020
Non Current Assets			
Work in progress	5	131,889,074	90,606,495
Fixed Admin assets	6	729,165	846,610
TOTAL ASSETS		512,441,724	387,351,197
LIABILITIES			
Current Liabilities			
Accounts Payable	7	914,966	1,197,314
Accruals/Deferrals	8	2,187,365	1,027,920
Unearned Contributions	9	292,802,615	256,450,752
Non Current Liabilities			
Advance Contributions	10	83,597,349	30,158,953
Reimbursables NATO Entities	10	1,022,209	4,448,456
Deliverable to NAEW&C	11	131,889,074	90,606,495
TOTAL LIABILITIES		512,413,578	383,889,891
NET ASSETS		28,146	3,461,306
TOTAL LIABILITIES AND NET ASSETS		512,441,724	387,351,197

**3. NAPMA STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014
(IN USD EQUIVALENT)**

REVENUE	Notes	2014	2013
Revenue from Contributions	12	23,744,808	25,047,039
Financial Revenue		0	0
Other Revenue		604,526	404,488
Total Revenue		24,349,334	25,451,527
EXPENSES			
Project Expenses	13	2,764,118	6,936,596
Administrative Expenses	13	22,206,813	22,556,733
Depreciation and amortization expenses	13	138,287	1,315,735
Financial Expenses	13	740,761	284,722
Total Expenses		25,849,978	31,093,786
SURPLUS/(DEFICIT) FOR THE YEAR	14	(1,500,645)	(5,642,258)

4. NAPMA STATEMENT OF CHANGES IN NET ASSETS / EQUITY FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014
(IN USD EQUIVALENT)

	Restricted	Unrestricted	Accumulated Surpluses/ (Deficits)	Investment in Capital Assets	Accumulated Currency Transactions	Total 2014	Total 2013
Net Assets, beginning of year	19,716,685	8,977,542	(25,627,093)	846,610	(452,436)	3,461,306	9,992,944
Prior period adjustment: WIP Mid-Term incorrectly capitalized under fixed admin assets	0					0	79,974
Adjusted Net Assets, beginning of year						3,461,306	10,072,918
Surplus/-Deficit for the year (excl. Depreciation)			(1,362,358)			(1,362,358)	(4,326,523)
Excess of Revenue over Expenditure	642,439	(642,439)				0	0
Transfer for Expenses		53,550				53,550	(1,333,620)
Net change in Investment in Capital Assets	(20,842)			(117,445)		(138,287)	(1,139,742)
Revaluation adjustment for current period					(1,986,065)	(1,986,065)	188,273
Net Assets, end of year	20,338,282	8,388,653	(26,989,451)	729,165	(2,438,501)	28,146	3,461,306

5. NAPMA CASH FLOW STATEMENT FOR YEAR ENDED 31 DECEMBER 2014
(IN USD EQUIVALENT)

	2014	2013
Cash Flow from Operating Activities		
Surplus/(Deficit) from Operating Activities	(1,500,645)	(5,642,258)
Add: Non-Cash Movements		
Depreciation	138,287	1,315,735
Increase in Receivables	(2,350,524)	3,905,849
Decrease in Advance Payments	3,773,951	(1,323,913)
Decrease in Accruals/Deferrals	(35,944)	36,134
Increase in Payables	(282,348)	(2,499,161)
Increase in Unearned Contributions	36,351,862	35,760,246
Decrease in Advances Received	50,012,149	(9,827,426)
Change of Value in Asset Deliverable	43,342,466	71,701,991
Decrease in Goods Receipt	1,199,020	(144,570)
Net Cash Flow from Operating Activities	130,648,273	93,282,625
Cash Flow from Investing Activities		
Purchase of Assets	(20,842)	(295,953)
Correction to Assets	0	199,934
Purchase of Assets in Progress	(43,342,466)	(71,701,991)
Net Cash Flow from Investing Activities	(43,363,307)	(71,798,010)
Cash Flow from Financing Activities		
Fund Transfer from Net Assets	53,550	(1,157,627)
Effect of Currency Valuations		
Currency Valuation Operating Activities	0	0
Currency Valuation Financing Activities	(1,986,065)	188,273
Total Currency Valuations	(1,986,065)	188,273
Net Increase (Decrease) in Cash/Cash Equival.	85,352,451	20,515,261
Cash and Cash Equiv. Beginning of Period	241,811,092	221,295,830
Cash and Cash Equiv. End of Period	327,163,543	241,811,092

6. ACCOUNTING POLICIES

Accounting Period

The 2014 Financial Statements are based on the accounting records of NAPMA as of 31 December 2014. In accordance with the NAPMO Financial Regulations (NFR), the financial year at NAPMA begins on 1 January and ends on 31 December.

Reporting Currency

The functional and reporting currency used throughout these Financial Statements is the USD (\$). The Financial Statements are prepared using data based on the actual multi-currency execution of the approved budget credits. The non USD expenditure is converted to the USD equivalent using the weekly posted NATO exchange rate for booking of transactions during the year, and to the NATO rate in effect at the end of the year to report the Statement of Financial Position.

Basis of Preparation

The Financial Statements have been prepared on a going-concern basis.

Financial Reporting Framework

NAPMA Financial Statements have been prepared in accordance with the accounting requirements of the NAPMO Financial Regulations (NFR) and the Financial Implementing Rules and Procedures (FRP). NAPMA uses an Enterprise Resource Planning (ERP) System based on SAP to record and report financial information.

The NAPMA Financial Statements have also been prepared on the accrual basis of accounting in accordance with the NATO Accounting Framework which is based upon International Public Sector Accounting Standards (IPSAS) issued by the IPSAS Board (IPSASB) and relevant to NAPMA as decided by the North Atlantic Council in 2002.

IPSAS relating to IPSAS 12 – Inventories, IPSAS 17 - Property, Plant and Equipment and IPSAS 31 - Intangible Assets were adapted by the North Atlantic Council (the “NAC”) in August 2013 for reporting periods beginning on 1 January 2013.

The accounting principles recognized as appropriate for the recognition, measurement and reporting of the financial position, performance, and cash flows on an accrual based accounting using historical costs. The accounting principles have been applied consistently throughout the reporting period. This ensures that the financial statements provide information that is relevant to the decision-making and is reliable, comparable, and understandable in light of the qualitative characteristics of financial reporting.

Note that all figures have been rounded to the nearest dollar. A slight difference in summation may occur.

NATO UNCLASSIFIED

Cash Flow Statement

IPSAS 2 – Cash Flow Statement allows the choice between presenting the cash flow based on the direct method or indirect method. NAPMA has elected to use the indirect method of presentation in these financial statements.

Revenue and Expense Recognition

Revenue is recognized from various sources including nations' contributions and currency gains. Effective 1 January 2007, all interest and other miscellaneous income is returned or credited to the Nations in accordance with Board of Directors (BOD) instructions.

Expenses are recognized as incurred to satisfy both miscellaneous project requirements and administrative related activities. Disbursements made for the acquisition of assets are not considered to be expenses; however, they are capitalized under Property, Plant & Equipment (PP&E).

Changes in Accounting Policy

In 2014 NAPMA changed its accounting policy for the treatment of PP&E. In previous periods, the entity had capitalized all costs related to fixed admin assets. As of 2014 NAPMA decided to set appropriate thresholds for capitalization of fixed admin assets. Any amount that is less than the threshold will be immediately recognized (expensed).

Regarding all capital purchased prior to 01 January 2014 the old accounting policy has been applied and will be fully depreciated until it has reached its useful life. For all purchases after the 01 January 2014 the changed accounting policy will apply.

For the rest of 2014 Financial Statements the accounting policies have been applied consistently throughout the reporting period.

Foreign Currency Transactions

Transactions in currencies, other than the functional currency, are translated into USD at the NATO exchange rates prevailing at the time of the transaction. Monetary assets and liabilities at year-end, which are in currencies other than USD, were translated into USD using the NATO exchange rates that were applicable on 31 December 2014.

Realised and unrealised gains and losses resulting from the translation into USD and from the revaluation at the reporting dates of monetary assets and liabilities in currencies other than USD are recognised in the Statement of Financial Performance.

Assets – Current Assets

NAPMA holds the following types of current assets:

a. Cash and Cash Equivalents

Cash and cash equivalents are defined as short-term assets. They include petty cash, current bank accounts and deposits held with banks.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

b. Receivables

Receivables are stated at net realizable value, after provision for doubtful and uncollectible debts.

In accordance with IPSAS, receivables are broken down into amounts receivable from Nations, NATO Entities, Non-NATO Entities, Staff Members and miscellaneous receivables.

Contribution receivables are recognized when a call for contribution has been issued to the member nation. No allowance for loss is recorded with respect to Member countries' assessed contributions receivable except for exceptional and agreed technical reasons.

c. Advance Payments and Accrued Interest

This reflects prepayments given to suppliers and to other NATO entities, as well as bank interest accrued in one year but received only the following year.

Assets – Non - Current Assets

In this category, NAPMA is reporting all assets invested for more than 12 months or receivable beyond 12 months from the closing date of the financial statements.

a. Work in Progress

The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of Initial Operational Capability (IOC), Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

b. Property, Plant and Equipment

In accordance with IPSAS 17 on PP&E, these accounts have been established to capitalize expenditures on administrative assets and show the amortization accumulated against those assets. Administrative assets include those used specifically by the Agency itself in supporting its programme management activities. The building and the land that NAPMA occupies are provided by the Host Nation as a "right of use".

All property, plant and equipment are stated at historical acquisition value less accumulated depreciation.

PP&E categorizations for purposes of determining the appropriate depreciable life of the assets is listed in the table below as well as the associated capitalisation thresholds per item.

Straight-line depreciation method is used for all categories however the depreciable life of an asset is dependent upon the particular category it is in.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

The table for purchases prior to 01 January 2014 were as follows:

PPE Category	Description	Year Depreciation	Method
Automated information systems	NIMS Hardware and software	5	Straight line
Office Furniture	Desks, Cabinets	10	Straight line
Vehicles	Transportation equipment	5	Straight line
Property/Structure	Equipment as part of structure such as air conditioning units, renovation of main entrance, etc.	40	Straight line
Installed and Miscellaneous Equipment	Miscellaneous Equipment required for daily office operations	10	Straight line
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	10	Straight line

As stated in the change of accounting policies NAPMA changed its accounting policy related to Property, Plant and Equipment. As of 01 January 2014 capitalization thresholds have been set.

The table for purchases after 01 January 2014 (changed accounting policy) were as follows:

PPE Category	Description	Threshold per item	useful life
Buildings	Building	200,000	40
Installed Equipment	Equipment/building improvements as part of the building such as heating & cooling systems, security systems, renovation, replacements and fixtures	30,000	10
Vehicles	Transportation equipment	10,000	5
Furniture	Desks, Chairs, Cabinets, Safes, etc.	5,000	10
Automated Information Systems	NIMS, major Hardware and Software	20,000	5
Communication and IT Equipment	Equipment/Tools required for daily office operations such as PC's, Laptops, Software, etc.	5,000	3
Government Furnished Equipment	Miscellaneous Equipment provided to Contractors	50,000	10

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Current Liabilities

a. Payables and Accruals

Payables are amounts due to NATO and Non-NATO entities, commercial vendors and NAPMA Staff for goods received or services provided that remain unpaid as of reporting date. Accruals are estimates of the cost for goods and services received at year-end but not yet invoiced.

b. Unearned Contributions

Unearned revenue represents contributions from Nations and/or third parties that have been called for current or previous years' budgets but that have not yet been recognized as revenue.

Liabilities – Non - Current Liabilities

a. Advance Contributions

Advances received from NATO Entities to support Third Party Projects. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities, predominantly the NAEW&C Force, for execution of projects and activities for Operations and Support. Advances on contributions represent the amounts of funds held on behalf of the Contributing Nations, which arise from a variety of sources including calls for the first quarter of the following fiscal year, interest earnings on Nations' cash balances, sales of residual assets and R&D recoupment.

b. Deliverables to NAEW&C Force

These amounts represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred to NAEW&C Force based on the declaration of IOC, FOC and the final amount upon completion.

c. Net Assets

Net assets represent the net result of revenues and expenditures, and the accumulation of inventory, capital and retained earnings over the life-time of the NAPMA Programme. The net assets are displayed into three components: Restricted net assets, unrestricted net assets and Investment in capital assets.

The restricted net assets represent the funds used from unrestricted net assets to cover disbursements/expenditures for the year. This is due to the fact that recognition of non-contributing funds were already reported as revenue when it was earned in previous years.

Therefore it is recognized as a transfer from unrestricted to restricted net assets in the column of "excess of revenue over expenditure".

Unrestricted net assets are non-contributing funds from past net result of revenues (including additional contributions subsequently received from new joiners to the programme).

Invested capital is the accumulated amount of fixed admin assets. This includes all purchases less disposals and depreciation. The fixed admin assets purchases during the year are reflected in the column titled "Net change in Investment in Capital Assets".

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Revenue and Expense Recognition

a. Revenue

Revenue is recognized to the extent that it is probable that the economic benefits will flow to the entity and the revenue can be measured reliably. Contributions when called are booked as unearned revenue and subsequently recognized as revenue when it is earned.

Revenue comprises contributions from Member Nations and other customers to fund NAPMA budgets. It is recognized as revenue in the statement of financial performance when such contributions are used for their intended purpose as envisioned by operational and administrative budgets. The balance of unspent contributions and other revenues that relate to future periods are deferred accordingly.

Interest income is accrued on a time basis, by reference to the principal outstanding and at the effective interest rate applicable.

Bank interests earned and accrued as of 31 December 2014, exchange rate revenue due to transactions in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate revenue in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial revenue.

b. Expenses

Budgetary expenses are recognized when occurred. Accruing of expenses is based on the concept of accruing when goods and services are received.

Exchange rate losses due to transaction in foreign currency (unrealised – changes in valuations only) and realized exchange rate losses in accordance with IPSAS 4 – Effect of the foreign exchange rate, are recognized as financial expenses.

Surplus or Deficit for the Period

In accordance with NAPMA accounting policies, NAPMA revenue is recognized up to the amount of the matching expenses.

7. Notes to the Financial Statements

INDEX

A. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES

B. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

1. Cash and Cash Equivalents
2. Accounts Receivable
3. Advances
4. Accruals
5. Work in Progress
6. Property, Plant and Equipment
7. Payables
8. Accruals/Deferrals
9. Unearned Contributions
10. Advanced Contributions and Reimbursables
11. Deliverables

C. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

12. Revenue
13. Expenses
14. Surplus or Deficit for the Period

D. EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

E. RELATED PARTIES DISCLOSURE

F. BUDGET EXECUTION

G. WRITE OFF

H. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NATO UNCLASSIFIED

A. SIGNIFICANT ACCOUNTING JUDGEMENTS AND ESTIMATES

In accordance with generally accepted accounting principles, the financial statements necessarily include amounts based on estimates and assumptions made by the management and based on historical experience as well as on the most reliable information available. In exercising the judgements to make the estimates, a degree of caution was included in light of the principle of 'prudence' required by IPSAS in order not to overstate assets or revenue or understate liabilities or expenses.

The estimates and underlying assumptions are reviewed on an on-going basis. These estimates and assumptions affect the amounts of assets, liabilities, revenues and expenses reported. By their nature, these estimates are subject to measurement uncertainty. The effect of changes to such estimates and assumptions in future periods could be significant to the financial statements. The most significant estimate used in these financial statements is the estimation of goods / services received.

B. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

Assets – Current Assets

1. Cash and Cash Equivalents

<u>Cash and cash equivalents</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Petty Cash and Advances	0	22
Current Bank Accounts	128,943	102,516
Investment/Deposit Accounts	327,034,600	241,708,555
Total	327,163,543	241,811,092

Cash is maintained on deposit held between on-demand investment accounts and current accounts.

The Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the Board of Directors (BOD) increased from 2013 to 2014 in order to ensure consistent calls to the Nations to smooth out the cash requirements over the life of the programmes.

2. Accounts Receivable

<u>Accounts receivable</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Receivable from Nations	46,257,484	43,839,979
Receivables from NATO Entities	75,079	96,499
Receivables from Non-NATO Entities	0	52,751
Receivables from Staff Members	7,190	0
Other Receivables/Recoverable	0	0
Total	46,339,753	43,989,229

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Most receivables are due from the contributing nations. Receivables from NATO Entities are due from the NATO Support Agency. It is deemed that all accounts receivable will be received within 12 months from the end of the reporting period. No provisions are made against debts as they are deemed to be collectible.

3. Advances

<u>Advances</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Advance payments to NATO Entities	1,074,301	761,677
Advance payments to Non-NATO Entities	5,245,498	9,332,073
Total	6,319,799	10,093,750

Advance payments were made to NSPA (NATO Entities) and DFAS (Non-NATO Entities) against Taskings and Case Directive Amendments (CDAs).

4. Accruals

<u>Accrued Interests</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Accrued interests	390	4,020
Total	390	4,020

Accrued interest is the interest earned that has been recognised but was not received in the bank account yet.

Assets - Non-Current Assets

5. Work in Progress (WIP)

<u>Work in Progress</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
WIP	131,889,074	90,606,495
Total	131,889,074	90,606,495

WIP - The value of work in progress for an acquisition project will be transferred to the NAEW&C Force based on the declaration of Initial Operational Capability (IOC), Full Operational Capability (FOC) and the final amount upon completion. That amount is valued at its historical acquisition value at the exchange rate in effect on the date of the expenditure transactions.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Changes in Work in Progress for the year were as follows:

	Work in Progress (WIP)	Totals
Opening Balance (01 January 2014)	90,606,495	90,606,495
Additions	43,342,466	43,342,466
Transferred to NAEW&C	2,059,887	2,059,887
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2014)	131,889,074	131,889,074
Gross Carrying Amount	1,891,698,313	1,891,698,313
Accumulated Transfers	1,759,809,239	1,759,809,239
Net Carrying Amount	131,889,074	131,889,074

6. Property, Plant and Equipment

During 2014, additions to PP&E were for automated information system and office furniture. Acquisitions for the year ended 31 December 2014 totalled USD 20,842. As stated on page 6 (changes in accounting policy), all purchases (incl. obligations) prior to 01 January 2014 were capitalized. All purchases after 01 January 2014, the appropriate threshold for capitalization was applied.

Additions in PP&E (according to the former accounting policies) of USD 20,842 are reported in the Statement of Financial Position and the depreciation expense for the year of USD 138,287 is reported in the Statement of Financial Performance.

Changes in Property, Plant and Equipment and related depreciation for the year were as follows:

	Automated Inf. System (NIMS)	Office Furniture	Vehicles	Property / Structure	Installed and misc. Equipment	Gov. Furnished Equipment	Totals
Opening Balance (01 January 2014)	235,936	114,088	24,203	463,291	9,093	0	846,610
Additions	15,388	5,453	0	0	0	0	20,842
Disposals/Corrections	0	0	0	0	0	0	0
Depreciation	62,062	47,285	12,627	15,097	1,215	0	138,287
Closing Balance (31 December 2014)	189,263	72,256	11,575	448,194	7,878	0	729,165
Gross Carrying Amount	7,821,791	660,483	63,137	603,899	12,149	79,974	9,241,433
Accumulated Depreciation	7,632,529	588,227	51,562	155,705	4,271	79,974	8,512,268
Net Carrying Amount	189,262	72,256	11,575	448,194	7,878	0	729,165

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Liabilities – Current Liabilities

7. Payables

<u>Payables</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Payable to NATO Entities	141,121	0
Payable to Non-NATO Entities	633,028	802,429
Payable to Suppliers	103,200	355,615
Payable to Staff	37,617	39,271
Total	914,966	1,197,314

Payable to NATO Entities

Payables to NATO Entities include primarily invoices received from JFC HQ Brunssum that were not settled but accrued per reporting date.

Payable to Non-NATO Entities

Payables to Non-NATO Entities include the DFAS US-Reimbursables that were not settled but accrued per reporting date.

Payable to Supplier

Payables to suppliers include invoices received from commercial vendors not settled but accrued per reporting date.

Payable to staff members

Amounts due to staff members such as travel expenses.

8. Accruals/Deferrals

<u>Accruals/Deferrals</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Accrued Bank charges	327	834
Deferred income	0	39,067
Goods receipt – Invoices to be received	2,187,038	988,019
Total	2,187,365	1,027,920

Accrued bank charges is the amount to be paid in 2014 but not yet debited in the bank accounts.

Goods receipt – Invoices to be received is the amount based on estimates and assumptions made for goods that were delivered/services performed during fiscal year 2014 but not invoiced by the 31 December 2014.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

9. Unearned Contributions

<u>Unearned Contributions</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Unearned Contribution	292,802,615	256,450,752
Total	292,802,615	256,450,752

Unearned contributions represent the balance of Nations' called contributions which are identifiable to the various programmes and are called for administrative support. As already stated under B.1 on page 16 the budgets and associated calls to the budgets based on the Medium Term Financial Plan (MTFP) approved by the Board of Directors (BOD) increased from 2013 to 2014 and accordingly the calls with it.

Liabilities – Non-Current Liabilities

10. Advanced Contributions and Reimbursable NATO Entities

<u>Advances on Nations' Contributions</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Advance Nation accounts	83,597,349	30,158,953
Total	83,597,349	30,158,953

Advances on Nations' contribution are funds held on behalf of the Contributing Nations which arise from a variety of sources including calls for the first quarter of the following fiscal year, interest earnings on Nations' cash balances, sales of residual assets, R&D recoupment for the Radar System Improvement Project (RSIP).

Based on IBAN recommendation made in 2014, the first call for 2015 is now recorded on advances on nations' contributions and will be adjusted in the corresponding year accordingly to unearned contributions.

<u>Reimbursables</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Reimbursable NATO Entities	1,022,209	4,448,456
Total	1,022,209	4,448,456

This account tracks the financial activities to support Third Party NATO Entities. Funds are received and expended on behalf of other NATO entities predominantly the NAEW&C Force for execution of projects and activities for Operations and Support.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

11. Deliverables

<u>Deliverable to NAEW&C Force</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Deliverable	131,889,074	90,606,495
Total	131,889,074	90,606,495

Deliverables to NAEW&C Force represent the cumulative amount of work in progress that is still to be transferred on the declaration of IOC, FOC and the remaining amount on completion.

Changes in Deliverables for the year were as follows:

	Deliverables	Totals
Opening Balance (01 January 2014)	90,606,495	90,606,495
Additions	43,342,466	43,342,466
Transferred to NAEW&C	2,059,887	2,059,887
Disposals/Corrections	0	0
Closing Balance (31 December 2014)	131,889,074	131,889,074
Gross Carrying Amount	1,891,698,313	1,891,698,313
Accumulated Transfers	1,759,809,239	1,759,809,239
Net Carrying Amount	131,889,074	131,889,074

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

C. NOTES TO STATEMENT OF FINANCIAL PERFORMANCE

12. Revenue

The revenue recognition is matched with the recognition of expenses against NAPMA budgets. Contributions when called are booked as unearned revenue and recognised when earned. The table below shows the breakdown of the operating revenue.

<u>Revenue</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Revenue from Contributions	23,744,808	25,047,039
Financial Revenue	0	0
Other Revenue	604,526	404,488
Total	24,349,334	25,451,527

Revenue from Contributions was used to pay expenses related to project and administrative activities. There's no financial income in 2014 because due to transactions made in foreign currencies during the year, an exchange rate loss was created and therefore reported under financial expenses. Other revenue from "Advances on Nations' contribution" was used to pay for the "Canadian Sources of Repair Relocation" (CANSORREL) requirement.

13. Expenses

Expenses are recognized by nature within the following groups.

<u>Project Expenses</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Project Expenditures	2,764,118	6,936,596
Total	2,764,118	6,936,596

Project expenses contain indirect and direct expenditures and are not related to the capitalization of WIP assets.

<u>Administrative expenses</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Personnel Expenditures	19,142,286	19,227,043
Operational Expenditures	3,064,527	3,329,690
Total	22,206,813	22,556,733

The majority of the administrative expenses relate to personnel expenses, in support of common funded activities. The amounts include expenses for salaries and emoluments for approved NATO permanent civilian positions and temporary personnel, for other salary related and non-related allowances including overtime, medical examinations, recruitment, installation, removal, and training.

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

Furthermore the General Manager is entitled to receive a representation allowance due to the requirements to represent NAPMA at events. The amount spent in 2014 was 9,239 USD equivalent. Expenditure made against this allowance is supported by invoices.

The remaining part of the administrative expenses relate to operational activities.

Capital

Acquired assets of PP&E were capitalized and depreciated over their useful life (see Note B.6).

<u>Financial Expenses</u>	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Financial Expenses	740,761	284,722
Total	740,761	284,722

The financial expenses represent the exchange rate losses due to transactions made in foreign currencies during the year. The loss relates to necessary clearings on Third-party, Nation's advances and the unrestricted net assets accounts which only reflect an unrealised gain or loss required for reporting purposes.

14. Surplus or Deficit for the Period

The 2014 loss results from using existing funds to cover project expenditures, the financial expenses including the currency translation adjustments at the end of the year in accordance with IPSAS 4, and the depreciation expenses of the fixed administrative assets.

NATO UNCLASSIFIED

D. EVENTS AFTER THE REPORTING DATE

NAPMA's reporting date is 31 December 2014 and its financial statements were authorized for issue by the General Manager on 30 March 2015. No material events, favourable or unfavourable, which would have impacted upon the statements have been incurred between the reporting date and the date on which the financial statements were authorized for issue.

E. RELATED PARTIES DISCLOSURE

Under IPSAS 20 Parties are considered to be related if one party has the ability to control or exercise significant influence over the other party in making financial and operating decisions. IPSAS 20 requires the disclosure of the existence of related party relationships, where control exists, and the disclosure of information about transactions between the entity and its related parties. This information is required for accountability purposes and to facilitate a better understanding of the financial position and performance of the reporting entity.

The BOD members receive no remuneration and do not receive loans. Based on the BOD annual declarations for 2014, received from all the BOD Members, no significant party relationships could be identified which could affect the operation of NAPMA.

Based on the annual declaration for 2014 received from the key management personnel of NAPMA, there were no significant party relationships identified which could affect the operation of NAPMA.

Senior management is remunerated in accordance with the published NATO pay scales. They do not receive loans that are not available to all staff.

The aggregate remuneration of key management personnel was as follows during the year:

Remuneration of Key Management Personnel For Period ended December 31, 2014			
Number	Grade	Gross Salary (Euro)	USD Equiv. (At End Year Rate)
1	A7	161,328	198,611
3	A6	541,745	666,942
8	A5	1,086,736	1,337,881
9	A4	1,090,711	1,342,774
21		2,880,520	3,546,208

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

F. BUDGET EXECUTION

Following the newly approved NFR's, the Statement of Budget Execution shall be an annex to the Financial Statements with immediate effect. The execution of the budget during fiscal year 2014 is shown in annex A.

The budget and accounting bases differ for NAPMA. The Financial Statements for NAPMA are prepared on an accrual basis, based on the nature of expenses in the financial statements whereas the Budgets are prepared on a commitment basis. Budgets are approved annually by programme/project, but cover multi-year requirements. All budgets are approved in US Dollar equivalent at an established rate at the beginning of each project. Execution of the approved budgets is in multi-currencies and is expressed in US Dollar equivalent at the established project rate.

The Board of Directors approves budgets based on programme/projects including administrative costs. Budgets may be subsequently amended by the Board.

As stated previously, the budget and accounting bases differ due to different methodologies. Differences between budget expenses (commitment basis) and actual expenses (accrual accounting basis and restated at a programme rate) are driven primarily by Clearing House timing differences and accruals.

In the Clearing House process, actual expenditures are recognized when USD Equivalent payments are made through DFAS, while the Budgeted Expenditures are recognized when payments are made to subcontractors, in multi-currencies, by NAPMA.

Actual expenditures are on an accrual basis. Budgeted expenditures are recognized when the Goods Receipt is posted and the budget is consumed by an individual project.

Reconciliation between budget expenditures and expenditures reported in the statement of financial performance:

The following reconciliation shows the differences between the budgetary results and the financial statements after accounting adjustment: Comparison of Budget Execution and Statement for Financial Performance:

	BES	Financial Statements		Expense Difference BES to Fin Stmts (\$EQ)	Explanation		
	BES Expense at Program Rate (\$EQ)	Financial Stmnt Expense at Market Rate (LC)	Financial Stmnt Expense at Program Rate (\$EQ)		CCH Difference	Accrual Difference	Net Difference
PROJECT	45,997,412	46,106,584	45,583,329	(414,084)	1,528,547	(1,114,507)	44
ADMIN	21,583,053	22,227,654	21,684,357	101,304	0	(101,304)	0
TOTAL	67,580,466	68,334,238	67,267,686	(312,780)	1,528,547	(1,215,811)	44

NATO UNCLASSIFIED

NATO UNCLASSIFIED

G. WRITE OFF

As assets which are currently providing operational service potential are deemed to be the reporting responsibility of NAEW&C FC, NAPMA does only report write-offs of NAPMA fixed admin assets and inventory. This results from the implementation of IPSAS 17 (PP&E).

H. FINANCIAL INSTRUMENTS DISCLOSURE

NAPMA uses only non-derivative financial instruments as part of its normal operations. These financial instruments include petty cash, bank accounts, deposit accounts, accounts receivable. All financial instruments are recognized in the financial statements. In 2014 NAPMA on behalf of NAPMO Nations only drew advantage from "risk free investment" bank accounts.

**8. NAPMA STATEMENT OF BUDGET EXECUTION 2014
(IN USD EQUIVALENT)**

	BOD authorizations current Budget Year (\$EQ)	Total Changes to Previous Budget Authorizations (\$EQ)	Commitments Carried Forward from Previous FY (\$EQ)	Obligations Carried Forward from Previous FY (\$EQ)	Lapse in current FY (\$EQ)	Total Authorities Available FY (\$EQ)	Expense at Program Rate (\$EQ)	Commitments Carried Forward (\$EQ)	(TOTAL) Obligations Carried Forward into Following FY (\$EQ)	Total Authorities Used FY (\$EQ)	Delta (\$EQ)
PROJECT	133,570,426	45,607	43,023,253	144,308,728	0	320,948,015	45,997,412	(84,973,036)	(189,916,646)	(320,887,095)	60,920
ADMIN	23,513,592	0	32,609	112,314	(1,464,248)	22,194,267	21,583,053	(410,909)	(200,088)	(22,194,051)	216
TOTAL	157,084,018	45,607	43,055,862	144,421,042	(1,464,248)	343,142,282	67,580,466	(85,383,945)	(190,116,735)	(343,081,146)	61,136